

Avec une liste de 28 noms pour le Conseil communal et trois candidats à la Municipalité, le PLR invite ses fidèles à un repas de soutien le jeudi 10 février à 19h, à Montoly. Une rencontre qui se veut sympathique et informelle et qui sera ponctuée d'une raclette à gogo.

Pour toute inscription (35 francs par personne), écrire à jacquesta@bluewin.ch ou téléphoner au 079 818 38 46.

COM

L'abri ne ferme pas mais le Canton, l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants et la Municipalité ont enteriné certaines mesures.

Nyon Il y aura moins de requérants à l'abri PC



A l'accueil de jour, différentes activités sont proposées aux requérants. Un renforcement des mesures d'accompagnement sont prévues pour lutter contre le désœuvrement. Archives La Côte

Contrairement aux souhaits de la Municipalité, l'abri n'a pas été fermé le 31 janvier et ne le sera pas prochainement. Lundi a eu lieu une séance de concertation très attendue entre la Municipalité, le Canton et l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (Evam). Sa fermeture à terme est acquise par toutes les parties qui restent divisées sur la date, est-il mentionné dans un communiqué commun des trois intervenants (lire ci-contre). Au-delà de cette divergence, des mesures concrètes sont annoncées. En premier lieu une diminution significative du nombre de requérants d'ici au 1^{er} mars. De 130, ils passeront à 80.

Deuxième point: le renforcement des mesures d'accompagnement pour lutter contre le désœuvrement des demandeurs d'asile. Des travaux d'intérêt général, des modules de socialisation et des cours de français sont évoqués.

«Nous avons obtenu un effort substantiel»

Enfin, troisième axe, des mesures de sécurité renforcées avec, notamment, davantage de contrôles policiers pour enrayer les trafics de drogue aux alentours de l'abri. Nous allons dans la bonne direc-

tion. C'est encore insuffisant mais nous avons obtenu un effort substantiel en attendant une solution plus définitive, insiste Olivier Mayor. Le municipal des Affaires sociales évoque une meilleure qualité de vie pour les requérants et surtout pour les habitants du chemin d'Eysins, grâce à des contrôles policiers renforcés. Cela va permettre de réduire certaines tensions, assure-t-il.

Deux groupes de travail seront chargés de mettre ces mesures en œuvre. Le premier, piloté par Olivier Mayor, sera axé sur le volet social; le second sera chargé de la sécurité avec, à sa tête, Elisabeth Ruey-Ray, municipale de la police.

De son côté, Philippe Leuba salue l'esprit de collaboration entre le Canton et la Municipalité nyonnaise. Nous cherchons à construire des partenariats, note le Conseiller d'Etat. Le ministre affirme comprendre certaines réticences de la population.

Mais il ajoute que le Canton ne peut pas fermer cet abri sans solution alternative. Un dossier est actuellement entre les mains du Tribunal cantonal qui doit se prononcer sur les recours déposés par les opposants au projet de construction de pavillons provisoires par la Fondation Esp'Asse.

MARIE-CHRISTINE FERT
m-c.fert@lacote.ch

Bâton de pèlerin

La pierre d'achoppement reste la date de fermeture de l'abri PC. Le communiqué rappelle que la Municipalité veut fermer ses portes alors que le Canton et l'Evam insistent sur la nécessité de disposer d'une structure alternative avant de fermer le foyer. Un projet existe: il s'agit de la création des pavillons provisoires de la fondation Esp'Asse bloqués par des recours. Un projet qui fait désormais l'objet d'une pétition (La Côte du 31 janvier). La Municipalité de Nyon attend beaucoup des réunions prévues avec les autres communes de plus de 2000 habitants du district pour examiner des pistes pour partager l'effort d'accueil. Chez le préfet, le 4 février, et lors de l'assemblée des syndicats, en présence de Philippe Leuba, le 24 février. Le Canton n'a pas choisi d'accueillir des requérants, rappelle le conseiller d'Etat. C'est un impératif fédéral. On ne peut pas fermer l'abri nyonnais, on ne peut pas mettre ces personnes dehors, comme ça. Je vais prendre mon bâton de pèlerin dans le district de Nyon. Je l'ai déjà fait une première fois et cela a débouché sur l'accord avec Nyon. L'effort doit être réparti de manière équitable sur l'ensemble du territoire vaudois.

Elections



Un seul questionnaire quelque peu décalé soumis aux dix candidats à la Municipalité. Retrouvez chaque jour les réponses de l'un des prétendants(e)s. Aujourd'hui, Florence Golaz, Gens de Gland.



Vous devez envoyer une carte postale de Gland à des amis qui vivent aux Seychelles. Quelle image choisissez-vous? J'aime beaucoup la carte des tours de Cité-Ouest (où j'ai habité), éditée par l'association Gland-Jidvei – c'est décalé à souhait. Sinon on pourrait mandater Plonk & Replonk.

Imaginons: vous devenez soudain multimillionnaire, que faites-vous? Vous allez vivre à Gstaad, vous rachetez la villa à Schumi, ou...? Je vais dire coucou à mon ami des Seychelles (cf. ci-dessus)... de retour, je deviens mécène et sponsor officiel des CFF en offrant à Gland une gare futuriste qui fera connaître notre ville dans toute l'Europe... et au-delà.

Vous avez promis à des amis de leur cuisiner un steak tartare. Où allez-vous faire les courses? Fichtre, il n'y a pas de boucherie à Gland! De toute façon les amis en question préfèrent la fondue au fromage!

Juillet 2014, la Suisse est en finale de la Coupe du monde de football. Où regardez-vous le match? La Suisse en finale? C'est un gag?!

C'est un dimanche d'automne à Gland en 2015 et vous avez du temps libre. Que faites-vous de votre journée? Une balade en forêt avec les enfants qui auront déjà bien grandi. De retour, je ferai une dernière relecture de la plateforme de gauche qui assurera le renversement de la majorité à la Municipalité aux élections de mars 2016!

Vous êtes à la rue du Midi et un piéton vous demande comment se rendre à la gendarmerie. Quel itinéraire lui indiquez-vous? Au fond (en haut) à gauche, via le désormais célèbre passage sous-voie.

RH

Nyon

Un élu prône une commission pour optimiser la gestion des déchets

Le socialiste Raymond Carrard (en médaillon) est tenace. Il n'en démord pas: le projet de déchetterie à l'Asse, dont la Municipalité a déposé un nouveau préavis en fin d'année après le rejet de la première version par le Conseil communal, ne lui convient pas. Selon lui, il est surdimensionné et coûte trop cher: 3,6 millions de francs.

«Il manque une approche raisonnée»

Lundi dernier, lors du Conseil communal, il est revenu à la charge. Il demande un temps de réflexion supplémentaire

sur ce dossier, qui n'aura pas de conséquence sur certains contentieux. Il a ainsi rappelé que la commune dispose d'un délai de cinq ans pour adopter un règlement conforme pour récupérer les montants contestés par les propriétaires de la Levratte de l'ordre de 50 000 francs par an depuis 2007. Quant à l'actuelle déchetterie, qui arrive à saturation, il a proposé pour éviter les pics d'affluence du printemps et de l'automne que d'autres emplacements soient trouvés dans la ville pour récupérer les déchets de jardin.

Dans le cadre d'une motion, il

demande à la Municipalité de créer une commission technique pour explorer toutes les



pistes envisageables. Objectif: rendre la taxe au sac acceptable. Ce qui manque encore, c'est une approche raisonnée du pro-

blème, présentant les avantages et les inconvénients des solutions mises en œuvre ou envisagées par notre ville et par d'autres comme Vevey, Yverdon, Renens et La Chaux-de-Fonds. Il souhaiterait que cette commission dispose d'un mandat technique et soit composée de conseillers communaux, mais aussi d'experts en gestion des déchets.

Pour lui, un chef de projet extérieur à la commune doit être choisi pour gérer ce travail. Un rapport pourrait être rendu avant la fin de l'année.

Une proposition diversement appréciée, notamment à droite.

Maurice Gay, du Parti libéral radical, a jugé déplacé de vouloir créer une telle commission, dans la mesure où il y a des personnes compétentes au sein des services de la commune. Pour Pierre Girard, du Parti indépendant nyonnais, ce serait marcher sur les compétences de la Municipalité. En revanche, le socialiste a eu un soutien appuyé de l'UDC Christian Udasse. Il l'a qualifié de courageux. Toujours est-il que cette motion a eu suffisamment de soutien de la part de socialistes et d'élus UDC pour que cette demande soit examinée. MARIE-CHRISTINE FERT